

été engloutis en grande partie dans cette guerre civile, et il faut en imputer les conséquences au Commandant en chef de l'armée franco-mexicaine qui, par son inaction d'une année, a fini, il faut le dire, par laisser les dissidents se rendre maîtres de plus de la moitié du pays.

» Personne n'ignore qu'au Mexique les douanes maritimes sont l'élément le plus productif des recettes. Or ces douanes sont ruinées depuis un an, par suite de l'interruption des communications avec les marchés de l'intérieur ; ces communications sont occupées par les dissidents. En ce moment même, les douanes de Matamoros, Minatitlan, Tabasco, La Paz, Huatuleo, sont aux mains des ennemis de l'Empire. Celles de Tampico, Tuxpan, Guaymas, Mazatlan, Acapulco sont improductives, car ces ports sont étroitement bloqués par les Juaristes, et les commerçants désespérés sont réduits à s'expatrier. Peut-on raisonnablement obtenir l'équilibre des recettes et des dépenses quand, à mesure que la guerre civile se prolonge, les ressources diminuent ? Le Gouvernement réduit à la seule

douane de Vera Cruz, peut-il faire face aux lourdes charges que lui assigne la convention de Miramar ? Ce serait faire injure à l'esprit d'équité du gouvernement français et douter de sa bonne foi, que de le supposer ; car, sur un budget de recettes de dix-neuf millions de piastres, on sait que les douanes maritimes doivent fournir onze millions.

» Oui sans doute, par la convention de Miramar, le Mexique s'est engagé à payer l'entretien du corps expéditionnaire, ses frais de guerre et d'occupation ; mais il n'entendait nullement que cette occupation fût seulement du tiers ou de la moitié du pays, et il ne pouvait pas prévoir que les seuls transports de guerre, à la suite des colonnes qui ont quatorze fois occupé, puis évacué le Michoacan, cinq fois Monterey, deux fois Chihuahua, se monteraient à seize millions de francs ! Le Gouvernement impérial mexicain ne pouvait pas prévoir, et il n'aurait pu admettre, qu'au bout de trois ans d'une guerre ruineuse, le Commandant en chef de l'armée franco-mexicaine, forte de cinquante mille hommes, n'aurait pas

encore réduit à l'obéissance les riches provinces de Guerrero, de Tabasco, de Chiapas, où pas un soldat français n'a paru. Il ne pouvait pas supposer surtout qu'après ces trois années de guerre, grâce à l'inaction du Commandant en chef ou à ses dispositions, tous les vastes États du Nord seraient retombés sous le joug des Juaristes. Il suffit de jeter un coup d'œil sur la carte pour se convaincre de cette déplorable situation militaire, et de l'injustice notoire qu'il y a à reprocher au Gouvernement impérial mexicain de n'avoir pas suffi aux exigences du traité de Miramar. Le Commandant en chef a privé le Gouvernement de ses ressources les plus indispensables, en n'achevant pas l'œuvre de la guerre. C'est un fait que nous devons constater, parce qu'il n'a pas dépendu de nous d'en supprimer les conséquences.

» Lors de la fin de la guerre civile aux États-Unis, l'empereur Maximilien pensa qu'il était de son devoir de rappeler sérieusement au Commandant en chef, la nécessité de déployer la plus grande activité pour terminer la pacification. Le Maréchal est resté sourd à toutes ses exhortations,

et il a abandonné des provinces entières, pour retirer ses troupes qui restèrent pendant de longs mois dans une inaction fatale. Le 10 novembre 1865, l'Empereur lui écrivait : « Je reçois des nouvelles de Monterey qui me font connaître les graves inconvénients qu'entraîne l'évacuation de cette place importante par les troupes françaises. En général, je crois qu'il faut éviter d'abandonner ces grandes villes du Nord qui, d'abord occupées, puis laissées à elles-mêmes, sont tombées de nouveau entre les mains de nos ennemis ; ces alternatives ont le grave inconvénient de faire perdre confiance aux habitants, et de mettre sous les yeux de nos voisins des scènes fâcheuses qui peuvent tromper l'opinion aux États-Unis. »

» Le 4 décembre de la même année, Sa Majesté insistait de nouveau sur cette question : « Je viens de recevoir, écrivait-Elle, les nouvelles les plus fâcheuses du Sinaloa et du département de Mazatlan. Les populations de ces contrées ne peuvent se rendre compte du motif qui fait partir les troupes françaises avant que des corps mexicains, bien organisés, puissent les remplacer. Elles voient

avec terreur Corona rentrer d'un seul coup en possession de tout le pays soumis; leur confiance est donc profondément ébranlée; et cette fatale mesure nous fait perdre dans l'esprit public plus qu'une défaite éclatante, car elle semble indiquer que le Gouvernement lui-même n'a pas foi dans l'avenir. »

» Dans une lettre en date du 17 décembre 1865, l'Empereur signalait au Maréchal l'urgence d'occuper le port de La Paz, capitale de la basse Californie, pour empêcher que cette importante péninsule, qui ferme le golfe ou mer de Cortès, ne fut envahie par les flibustiers américains, et afin de l'enlever aux dissidents. Le Commandant en chef écrivit aussitôt :

« Je m'empresse de répondre à la lettre que Votre Majesté m'a adressée, à la date de ce jour, au sujet de la contre-révolution qui vient d'éclater à La Paz, capitale de la basse Californie. Aussitôt que ces faits sont parvenus à ma connaissance, j'ai donné l'ordre à l'amiral Mazères, qui commande la division navale sur la côte du Pacifique, de prendre une compagnie française à Mazatlan et

de se rendre à La Paz pour y rétablir l'ordre. » La compagnie française n'a jamais paru à La Paz et la basse Californie reste toujours au pouvoir des ennemis de l'Empire.

» Le Maréchal a lui-même reconnu la vérité de ces faits, puisqu'en janvier 1866, il a annoncé que l'inaction de ses troupes allait cesser et que « bientôt l'Empereur verrait que ce n'était pas la question militaire qui devait le préoccuper le plus ». La réalité est venue malheureusement démontrer que cette promesse solennelle restait à l'état de lettre morte.

» A différentes reprises, le Commandant en chef a prétendu expliquer les résultats déplora- bles de son attitude, en se plaignant de quelques autorités infidèles. Ce reproche a trouvé un écho dans la note du 31 mai. Cependant, il sera facile de faire voir son peu de fondement. Le 2 décembre 1865, l'Empereur demandait au Maréchal des notes sur tous les fonctionnaires mexicains; le 6 janvier 1866, il lui écrivait :

« J'attends de vous, par le retour du courrier, les noms des autorités qui vous paraissent

déloyales et qu'il faut révoquer, car je veux mettre à votre disposition tous les moyens qui sont en mon pouvoir. Je remplacerai ces autorités par celles qui auront votre confiance. Vous insistez sur le paiement régulier des troupes ; à ce sujet, il faut remarquer que mon Gouvernement a fait tout ce qui était possible ; il a été jusqu'à laisser de côté les améliorations les plus nécessaires dans les services civils, pour consacrer exclusivement toutes ses ressources à l'armée. C'est l'armée qui absorbe seule toutes les rentes de l'État, et il suffit de jeter un coup d'œil sur les comptes du Ministère d'Hacienda pour s'en assurer. »

» Le 10 janvier, le Commandant en chef désigna trois fonctionnaires et le ministère comme n'ayant pas sa confiance ; l'Empereur lui fit part, deux jours après, de sa décision : « En attendant que le travail complet que vous me promettez me soit parvenu, disait Sa Majesté, je porte à votre connaissance que les trois personnes que vous citez ont été relevées de leur emploi. » Le 5 mars suivant, le ministère fut changé !

» On a reproché également au Gouvernement

impérial mexicain de n'avoir pas marché exclusivement avec un certain parti et d'avoir tenté une œuvre de conciliation. Mais ignore-t-on que c'est là la politique conseillée au début par les généraux français eux-mêmes ?

» Le général de Castagny écrivait au Maréchal le 30 août 1864 : « Les populations de la frontière du nord sont énergiques, laborieuses, industrielles et libérales. Elles accepteront l'Empire sans difficulté, pourvu qu'on ne froisse pas trop durement leurs convictions. » Le Maréchal lui-même disait à Sa Majesté, dans une communication en date du 29 décembre 1864 : « Les tendances cléricales du général Méjia et du général Lopez, et l'esprit généralement libéral de toute la population du Nuevo León et du Tamaulipas, réclament des fonctionnaires éclairés qui puissent, par leur influence, contrebalancer, sinon dominer celle des commandants militaires susnommés. » Ces conseils et ces insinuations des chefs de l'armée française, montrent que l'Empereur a eu, dans sa ligne de conduite politique, des complices en dehors de son entou-

rage personnel, dont on lui a si souvent fait un reproche.

» On impute au Gouvernement impérial mexicain de n'avoir point pressé l'organisation d'une armée nationale. Mais ignore-t-on que le Commandant en chef était chargé de la former et qu'il était investi de tous les pouvoirs nécessaires? Enfin, lorsque son abstention fut évidente, l'Empereur lui écrivit, le 5 avril 1865, qu'il confiait l'organisation d'une brigade modèle au général comte de Thun, et qu'en conséquence il était nécessaire de réunir à Puebla les éléments et les cadres de cette troupe. Ils furent réunis en effet; mais ils n'avaient pas encore les premiers liens de leur formation, que le Commandant en chef les dispersait dans trois directions différentes pour faire face aux éventualités de la guerre.

» Lorsque plus tard monsieur le Ministre de la Guerre de Sa Majesté l'empereur Napoléon insista auprès du Commandant en chef pour qu'il pourvût à une organisation des troupes du pays, capable de protéger les intérêts français après le départ du corps expéditionnaire, le Commandant

en chef se détermina à entamer cette œuvre, et il en instruisit l'empereur Maximilien qui lui donna, de nouveau, des pouvoirs illimités pour la conduire à bonne fin. La lettre suivante du Maréchal, datée du 6 juin 1866, en est un témoignage irrécusable : « J'ai reçu, disait-il, la lettre que Votre Majesté m'a adressée le 3 de ce mois, et par laquelle Elle daigne investir d'une autorité absolue, pour l'organisation des bataillons de Cazadores de Mexico et la réorganisation de l'armée mexicaine, le Général Chef d'état-major général et l'Intendant en chef de l'armée. J'ai communiqué à monsieur le général Osmont et à l'intendant militaire Friant les intentions de Votre Majesté. J'aurai l'honneur de la tenir au courant des résultats qui seront progressivement obtenus. »

» Les Officiers-Généraux désignés ci-dessus se mirent immédiatement à l'œuvre avec un zèle et une intelligence qu'on ne saurait trop louer. Les officiers et les soldats de l'armée française répondirent à leur appel avec un empressement bien propre à justifier les espérances qu'on avait conçues de la formation de ces nouveaux corps.

Déjà un certain nombre de bataillons de Cazadores étaient armés, habillés et équipés, quand arriva la fatale nouvelle du retrait du subside, que le Maréchal et le Ministre de France avaient accordé provisoirement comme absolument indispensable. »

Ce document qui constituait un véritable acte d'accusation contre le maréchal Bazaine, n'était, dans le fond, que le tableau le plus exact de la triste situation dans laquelle on abandonnait le Mexique.

Le 23 juillet 1866, le général Jeanningros annonça aux troupes de la garnison de Monterey, qu'elles devaient emballer leurs magasins, attendu que la place serait évacuée le 25.

C'était le mouvement général de retraite qui commençait.

Le 29, toutes les troupes du Nuevo León étaient réunies à Saltillo, où le général Douay, commandant de la division, avait son quartier général. (Pl. I.)

Le 31, je reçus l'ordre de me mettre en marche le lendemain sur Matehuala et San Luis-Potosi.

Le 10 août, j'arrivai à Matehuala ; la colonne du général Douay entra quelques heures après moi. Le général Jeanningros se trouvait à deux étapes en arrière.

Nous apprîmes là que le général de Castagny, ne laissant qu'un bataillon du 7^e de ligne ainsi que